

PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Nantes, le

18 SEP. 2012

Unité Territoriale de Nantes

Nos réf. : N4-2012-0656

Vos réf. :

Affaire suivie par Nicolas VALLEE

nicolas.vallee@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 51 85 80 15 – Fax : 02 51 85 80 70

RAPPORT DE L'inspection des installations classées

Objet : Régularisation de 3 forages – Mise en conformité par rapport au SDAGE – Déclaration d'un nouveau stockage de gaz liquéfié – Mise en œuvre du programme de modernisation des installations industrielles.

1. Présentation synthétique de l'activité

Raison sociale :	SOCIETE LAITERIE SAINT PERE
Adresse :	BP 12 - 44 320 ST PERE EN RETZ
Téléphone :	02 40 21 70 20
Télécopie :	02 40 21 80 55
Forme de la société :	Société anonyme (SA)
N° SIREN :	865 801 468 000 14
Activité :	Laiterie

Arrêtés préfectoraux délivrés :

Situation administrative :

- le 13 mars 2007 (arrêté préfectoral codificatif)
- le 11 août 2009 (nouvel entrepôt frigorifique)
- le 25 janvier 2010 (RSDE)
- le 28 février 2011 (extension d'un entrepôt de produits finis)

La LAITERIE SAINT PERE est une entreprise familiale créée en 1905 qui est depuis 1990, une filiale du Groupe INTERMARCHÉ. Elle commercialise des produits sous la marque Saint Père et Pâturage de France.

Son activité depuis mai 2002 est de collecter et transformer du lait en :

- Beurre,
- Crème,
- Yaourt,
- Desserts : crèmes desserts, flans gélifiés, liégeois mousse,
- Lait UHT.

2. Demande de l'exploitant et évolutions proposées par l'inspection des installations classées

1 – Régularisation de 3 forages

L'exploitant a transmis le 1er juillet 2008 une demande de régularisation de 3 forages implantés à proximité de son site.

Jusqu'en 2007, l'alimentation de l'usine était réalisée par :

- le réseau d'eau de ville
- les forages existants de la Paragère n°1 et 2 et de la Bergerie
- le pompage dans le Boivre
- le prélèvement dans une réserve d'eau alimentée depuis le Boivre.

L'eau de ville est utilisée pour le process, les sanitaires et le réseau incendie. Les autres types d'approvisionnement servaient, après potabilisation pour les eaux du Boivre, à tous les autres postes de consommation d'eau : lavage des installations, du matériel, des camions, alimentation de la chaufferie. Les 3 forages concernés par cette régularisation permettent de compléter l'alimentation en eau brute de l'usine.

Aujourd'hui, l'alimentation du site en eau destinées à la consommation humaine est faite depuis le réseau d'eau de ville et depuis les 6 forages exploités par la laiterie.

Le pompage dans le Boivre est maintenue pour remplir la réserve de 60 000 m³ pour des usages qui ne nécessitent pas le respect de normes sanitaires.

Globalement la quantité d'eau prélevée chaque année n'est pas modifiée.

Les nouveaux forages appelés Butte, château et Estuniaire sont situés au sud du site pour les 2 premiers et au nord pour le troisième. (voir carte en annexe). Des tests ont été réalisés pour connaître le comportement hydraulique des nappes et pour déterminer les débits de ces derniers. Il en ressort que l'aire d'influence des forages est relativement faible. Par ailleurs, le comportement hydraulique des nappes est satisfaisant du point de vue des débits. Les débits de prélèvements de ces forages sont inférieurs au débit critique de la nappe (risque de dénoyage des forages).

La qualité de l'eau des forages relève du code de la santé publique. Elle fait donc l'objet de contrôle de l'ARS à ce titre.

2 – mise en conformité au regard du SDAGE

Le SDAGE approuvé en novembre 2009 prévoit que les installations qui rejettent plus de 0,5 kg par jour de phosphore dans le milieu naturel soient encadrées sur ce paramètre en terme de concentration. Les installations rejetant plus de 8 kg par jour de phosphore doivent respecter la concentration de 1 mg/litre.

L'arrêté actuel du site permet un rejet dans le Boivre sous réserve de respecter certaines valeurs. La valeur limite en phosphore est de 8 mg/litre pour un flux autorisé de 10kg/jour. La mise en conformité vis-à-vis du SDAGE implique que la concentration soit revue à la baisse soit 1 mg/jour.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations que son système épuratoire actuel ne permettait pas d'atteindre cette valeur en concentration. Il souhaite par conséquent arrêter son rejet au Boivre et ainsi valoriser uniquement à travers son plan d'épandage ses eaux traitées.

3 – Nouvelle capacité de stockage de butane

L'exploitant a transmis le 22 août 2012 une demande de modification de ces installations. Il s'agit de la construction d'un réservoir de stockage de butane qui permet ainsi de doubler la quantité de butane stockée sur le site.

3. Analyse et proposition de l'inspection des installations classées

1 – Régularisation de 3 forages

L'inspection des installations classées a consulté la DDTM et l'ARS au sujet de cette régularisation. Par courrier en date du 17 octobre 2008, la DDTM a rendu un avis favorable. L'ARS a été consultée mais n'a pas émis de remarques sur ce dossier. Toutefois, ces 3 nouveaux forages sont suivis au titre du code de la santé par l'ARS. Ils sont donc connus et font l'objet de contrôles réguliers sur les paramètres sanitaires.

Compte tenu de ces avis, l'inspection des installations classées propose de régulariser la situation de ces 3 forages en les intégrant dans l'arrêté préfectoral du site. Globalement ces forages viennent se substituer à d'autres ressources en eau. Il n'y a pas d'augmentation de la consommation d'eau sur le site. Les prescriptions techniques en terme de protection du forage sont identiques à celles qui existent pour les forages figurant dans l'arrêté préfectoral. La liste des forages mise à jour est présentée ci-dessous :

Forage	Position	Coordonnées Lambert (x, y, z)	Profondeur	Débit horaire maximal de pompage	Prélèvement maximal journalier autorisé	Utilisation
F1 (Paragère 1)	Au sud du site	X : 269467 m Y : 2255841 m	90 m	4 m³/h	927 m³/j	Utilisation à des fins de consommation humaine
F2 (Paragère 2)	A l'est du site	X : 269541 m Y : 2256128 m	120 m	12 m³/h		Utilisation à des fins de consommation humaine
F3 (Chévrerie)	A l'ouest du site	X : 269085 m Y : 2256212 m	90 m	4 m³/h		Non raccordé sur le réseau de l'usine
F4 (Bergerie)	Au sud-ouest du site	X : 268678 m Y : 2255762 m	57 m	7 m³/h		Utilisation à des fins de consommation humaine
F5 (Butte)	Au sud du site	X : 269462 m Y : 2255779 m	121 m	13 m³/h		Utilisation à des fins de consommation humaine
F6 (Château)	Au Sud du site	X : 269221 m Y : 2255945 m	121 m	15 m³/h		Utilisation à des fins de consommation humaine
F7 (Estunière)	Au Nord du site	X : 269289 m Y : 2256410 m	121 m	4 m³/h		Utilisation à des fins de consommation humaine

Le butane est un liquide inflammable classé sous la rubrique 1412 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. Le site dispose actuellement d'un stockage de 7300 litres correspondant à une masse de 3,2 tonnes. Le seuil de la déclaration étant de 6 tonnes, le site n'est actuellement pas classable sous cette rubrique.

Le projet consiste à installer un second réservoir de 3,2 tonnes à proximité immédiate du premier. La masse totale de butane stockée sur le site sera alors de 6,4 tonnes. Ce projet implique donc un classement du site au titre de la rubrique 1412 sous le régime de la déclaration dont le libellé figure ci-dessous :

« rubrique 1412 : Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :

Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.

1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	(AS - 4)
2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 50 t	(A - 2)
b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	(D C)

Dans son dossier, l'exploitant indique qu'il a pris en compte l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux installations de stockage de gaz liquéfié soumis à déclaration. Il indique qu'il sera conforme à l'ensemble des prescriptions de ce dernier et que BUTAGAZ mènera les contrôles prévus dans le cadre du contrôle périodique de cette rubrique.

4 – Programme de modernisation des installations industrielles

Le plan de modernisation concerne potentiellement un panel très important d'équipements présentant des caractéristiques définies dans les arrêtés ministériels et précisées dans le guide professionnel « périmètre » (filtres environnemental et accidentel). Il a pour objectif de prévenir les pollutions accidentelles liées au vieillissement d'installations telles que :

- Les réservoirs aériens de liquides inflammables;
- Les réservoirs dits « cryogéniques »;
- Les réservoirs aériens cylindriques verticaux comprenant des produits comportant certaines phrases de risque;
- Les tuyauteries et capacités;
- Les ouvrages de génie civil (massifs des réservoirs, rétentions, racks de tuyauteries inter-unités, caniveaux et fosses humides);

Une première analyse réalisée par l'exploitant montre que le site serait concerné uniquement par la cuve de stockage de 300 m³ de fioul lourd. Une analyse plus détaillée de l'ensemble des équipements du site doit être menée pour statuer sur les équipements concernés en utilisant le guide « périmètre ».

Sans attendre le résultat de l'étude du périmètre concerné, l'exploitant souhaite exclure la cuve de fioul lourd en limitant son remplissage à 100 m³. Cette limitation l'exclurait du programme sous réserve que d'autres équipements ne soient pas concernés. Il propose de mettre en place une procédure pour assurer un remplissage inférieur à 100 m³. Par ailleurs la quantité de la rubrique de classement associée au fioul lourd va être revue pour être limitée à 100 m³.

2 – mise en conformité au regard du SDAGE

Le rejet direct au Boivre des eaux industrielles traitées est interdit car le dispositif épuratoire du site n'est pas en mesure de rendre le rejet compatible avec les prescriptions du SDAGE. L'exploitant est maintenant uniquement autorisé à pratiquer de l'irrigation avec ces eaux traitées. Cette irrigation doit être encadrée par un plan d'épandage tel que le prévoit actuellement l'arrêté préfectoral du site.

3 – nouvelle capacité de stockage de butane

L'exploitant s'engage à être conforme à l'arrêté ministériel du 23 août 2005 qui fixe les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1412. Son arrêté préfectoral, article 1.3.2 b) indique que le site doit être conforme aux arrêtés ministériels applicables pour le régime de la déclaration.

Dans ces conditions, seule la liste des rubriques visées est modifiée.

4 – programme de modernisation des installations industrielles

La quantité associée à la rubrique 1432 est modifiée. Un article est également intégré dans l'arrêté sur les procédures associées au stockage de fioul lourd. Il impose à l'exploitant un suivi du niveau du stockage de fioul lourd.

L'inspection des installations classées propose d'émettre un avis favorable sur les évolutions de l'arrêté préfectoral de la laiterie Saint Père et invite le Préfet de Loire-Atlantique, préfet de Région, à soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Loire-Atlantique.

L'inspecteur des installations classées,



Nicolas VALLEE

Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'Unité Territoriale de Nantes



Bernard LECLERC

Annexe 1 : plan de situation du site



Annexe 2 : plan de situation des forages

